



Paris, le 27 août 2024

Lettre ouverte aux présidents de groupe à l'Assemblée nationale « Logement, grande cause nationale : il faut agir vite »

Madame la présidente, Monsieur le président,

Les dernières élections législatives ont donné une responsabilité forte au parlement : celle de travailler dans des logiques transpartisanes pour répondre aux grandes préoccupations des Français. Parmi celles-ci figure le logement, question centrale de pouvoir d'achat et d'emploi.

L'effondrement de la production de logements neufs, la succession de difficultés en matière de rénovation énergétique et les incertitudes qui règnent en termes d'aménagement du territoire constituent autant de sujets d'inquiétude pour les Français comme pour les artisans et entrepreneurs. Tous les territoires et tous les segments sont concernés, les zones réputées tendues comme les autres, le locatif social comme le locatif privé ou l'accession, le neuf comme l'existant.

Comme vous le savez, dans l'hexagone et en outre-mer, le secteur du bâtiment constitue une armature territoriale forte. L'ensemble des professionnels ne pourra toutefois continuer à investir et à embaucher que si la politique menée dans ces domaines est à la fois lisible, réaliste et cohérente dans le temps. Sans cette visibilité, compte tenu des défaillances déjà observées, 150 000 emplois se trouvent menacés d'ici 2025.

Ces derniers mois, la Fédération Française du Bâtiment (FFB) a lancé plusieurs alertes et fait également de nombreuses propositions. Parmi elles, on peut citer :

- **le rétablissement d'un prêt à taux zéro universel** pour aider les plus jeunes et les foyers aux ressources modestes à accéder à la propriété de leur logement ;
- **le maintien d'un régime favorable à l'investissement locatif privé**, soit avec la prorogation du Pinel, soit sous forme de statut du bailleur privé ;
- **la stabilisation de MaPrimRenov' dans son régime actuel**, en renforçant les contrôles, pour massifier la rénovation tout en luttant contre la fraude ;
- **le déploiement d'un plan quinquennal concerté** pour donner la visibilité attendue à tous les acteurs, tant pour le parc social que pour le parc privé, pour l'accession et le locatif, pour la construction neuve et la rénovation ;

- **la création d'un Conseil national de la Construction** pour traiter les blocages immédiats, mais surtout engager une démarche de filière compte tenu des transitions environnementale et numérique dans lesquelles la France est engagée et des enjeux en matière d'emplois et d'apprentissage.

Forte de ses 50 000 adhérents, la FFB souhaite que les parlementaires se saisissent rapidement de ces sujets. Il est essentiel que le logement redevienne une priorité nationale. Dans un contexte budgétaire difficile, **une commission parlementaire transpartisane** doit traiter très vite d'un pacte constructif pour la France.

Nous comptons sur vous pour agir vite et nos fédérations départementales restent à la disposition de tous les parlementaires pour travailler concrètement sur ces sujets.

En espérant que ce courrier recueillera votre attention, je vous prie de croire, Madame la présidente, Monsieur le président, à l'assurance de ma parfaite considération.

Olivier Salleron
Président de la Fédération Française du Bâtiment